

N° 603

Semaine

du 21 au 28 mars

1973

PRIX : 1,50 F

CEDOC  
FONS  
A. VILADOT

# informations ouvrières

L'EMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MEMES

Organe de la Fédération des Comités d'Alliance Ouvrière

## UNITÉ TRAVAILLEURS - ÉTUDIANTS - LYCÉENS

**pour le droit au métier  
pour le droit aux études**

**SUSPENSION IMMEDIATE  
DE L'APPLICATION  
DE LA LOI DEBRE !**

**RETABLISSEMENT  
DES SURSIS !** (Voir page 2)



**pour les revendications**

**UNITÉ**

**SUR LA PLATE-FORME COMMUNE**

**CGT - CFDT - CGT-Force Ouvrière**

**DE CHEZ RENAULT (février 1972)**

- 150 F MINIMUM POUR TOUS ;
- SALAIRE MINIMUM A 1 500 F ;
- GRILLE UNIQUE ;
- GARANTIE DE L'EMPLOI ;
- 40 HEURES PAR SEMAINE ;
- RETRAITE A 60 ANS.

(Voir page 4)



**UAB**

Biblioteca de Comunicació  
i Hemeroteca General  
CEDOC



# PAR DIZAINES DE MILLIERS CONTRE LA LOI DEBRÉ !

## « Abrogation de la loi Debré ! » « Rétablissement des sursis ! »

Tels sont les mots d'ordre qui, dans tous les lycées de France, sont repris par des centaines de milliers de lycéens exprimant leur volonté d'imposer au gouvernement le droit à poursuivre leurs études. Plusieurs dizaines de milliers d'entre eux ont manifesté à Paris et en province.

Après le lock-out des lycées de Toulouse, dix mille lycéens prennent la rue dans le plus grand calme et exigent l'abrogation de la loi Debré.

A Brest, après un sit-in d'une heure, cinq mille lycéens ont manifesté dans le centre de la ville jusqu'à la sous-préfecture.

A Dijon, cinq mille lycéens et étudiants ont manifesté le 14 mars.

A Lille, à Valenciennes, à Marseille, des milliers de jeunes lycéens et lycéennes s'engagent dans la lutte.

Dans près de 70 établissements parisiens, des comités contre la loi Debré se sont créés. Rassemblant au début quelques dizaines de lycéens, ces comités, par leur activité de propagande, de mobilisation, regroupent aujourd'hui des milliers de lycéens dans leurs rangs. Les responsables de ces comités sont élus et révocables à tout moment par les lycéens. Après chaque coordination, ils doivent rendre compte de leur mandat en Assemblée générale.

Les comités s'adressent à la population. Des brigades se constituent pour entraîner les lycéens là où le combat n'a pas encore démarré.

Mercredi 14 mars se tenait la première réunion nationale des comités à la Faculté des Sciences de Paris. Près de 150 comités de toutes les régions de France y étaient représentés à raison de deux délégués par lycée.

De nombreuses délégations expliquèrent comment s'opérait la mobilisation, quelles étaient les activités des comités, les différents obstacles qu'ils rencontraient dans la lutte contre Debré.

La coordination nationale décida, après le débat d'orientation qui dura près de deux heures, d'une journée nationale d'action le jeudi 22 mars pour :

- l'abrogation de la loi Debré,
- le rétablissement et l'extension des sursis.

Quelques délégués tentaient d'introduire dans la plate-forme de lutte le mot d'ordre : « Les sursis sont des privilèges ». Si tel était le cas, alors Debré aurait raison de retirer les sursis aux lycéens et aux étudiants ! Ce qui n'est certainement pas ce que veulent tous les lycéens. Les neuf dixièmes des représentants des comités refusèrent ce mot d'ordre qui, comme l'exprimèrent les délégués de Decour, Buffon, Voltaire, Dijon, ne sert qu'à faire oublier l'objectif de la mobilisation : **Abrogation de la loi Debré, rétablissement des sursis !**

De nombreux délégués firent état dans la plupart des lycées du soutien des syndicats de professeurs. Souvent, les sections de parents d'élèves participent aux Assemblées générales de lycéens et dans certains cas, comme au lycée Rodin, au lycée Buffon, au lycée Carnot à Aix-en-Provence, s'associent à la journée nationale du 22 mars.

Il est clair que la mobilisation des lycéens contre Debré pour conserver leur droit aux études n'a rien à voir avec la défense d'un privilège. Comme le dit l'appel d'enseignants parisiens qui circule dans les lycées :

« Nous, enseignants, qui avons bénéficié d'un droit sans lequel certains d'entre nous n'auraient pu accéder à notre métier, nous devons affirmer notre solidarité et notre soutien concret à la protestation massive des lycéens. Pouvons-

nous accepter de « former » des élèves pour qu'à la sortie de nos classes ils soient inévitablement envoyés dans des casernes et réduits par force à abandonner leurs études ? »

L'Union des Cercles Lycéens combat dans cette voie pour préparer concrètement les conditions de l'action, c'est-à-dire pour infliger une défaite à Debré.

Le bureau national du SNES réclame l'abrogation de la loi Debré.

La fédération Cornec « souhaite que le Parlement revienne sur la loi de 1971



supprimant les sursis et corrige les dispositions qui lésent les intérêts de très nombreux jeunes ».

La CGT déclare de son côté qu'elle intervient à nouveau auprès du Premier ministre pour exiger le rétablissement immédiat des sursis.

Ce soutien est une bonne chose, mais il ne peut demeurer extérieur ou moral. Il doit s'exprimer dans l'action. Il doit s'exprimer dans le soutien et la participation à la journée nationale du 22 mars : pour l'abrogation de la loi Debré, rétablissement des sursis pour études.

L'UCL ne ménagera aucun de ses efforts pour que la mobilisation s'amplifie, pour la prise de conscience de mil-

liers de jeunes lycéens de l'importance du combat.

La volonté de dizaines de milliers de lycéens de combattre Debré et son arsenal législatif, de voir aboutir la satisfaction de leurs aspirations s'exprime par la bouche d'un lycéen de Voltaire qui déclarait :

« La loi Debré, c'est notre affaire. »

Certes, de nombreuses difficultés surgissent, mais la mobilisation massive des lycéens, le fonctionnement démocratique des comités auxquels sont particulièrement attachés les lycéens qui assurent eux-mêmes le contrôle des actions, permet et permettra de lever tous les obstacles. Les lycéens démontrent qu'ils sont capables de décider eux-mêmes de leurs actions, sans accepter des interférences extérieures.

## Dernière minute

Dijon : le comité central de grève lancé un appel à la « population qui, à ce jour, a recueilli 25 000 signatures auprès des commerçants, des habitants de Dijon ».

Les enseignants de la tendance EE-FUO, dans le SNES ont, au congrès départemental du SNES qui vient de se tenir, fait adopter une motion décidant la grève des enseignants du second degré de Dijon pour le 22 mars, pour soutenir les lycéens ; le congrès a décidé de participer, en tant que SNES, à la manifestation du 22 mars ; il demande que la direction du SNES appelle nationalement à une grève pour ce même jour.

## VIENT DE PARAÎTRE

« L'ETINCELLE » N° 3

Organe de l'U.C.L.

Spécial « Loi Debré »

# poitiers : dans l'unité, échec aux nervis fascistes

## Les faits :

Mercredi 7 mars à 20 h 30, amphi 1 de la nouvelle fac de lettres, se tenait une réunion publique de l'AJS.

A 21 heures, un commando d'une cinquantaine de nervis fit irruption dans la faculté détruisant les panneaux d'affichage des organisations.

Leur but : empêcher la réunion de se tenir en terrorisant les participants.

Deux camarades réussissaient à alerter les étudiants et les professeurs du club « Ateneo » qui organisaient une séance de projection dans l'amphi voisin.

Ricanants et menaçants, les nervis ne cachaient pas leurs intentions :

- exhibition de matraques,
- déclarations comme : « On ne veut pas de réunions dans les facs »,

« les autres peuvent partir, les participants à la réunion AJS, on les attend ».

Ils bloquèrent les étudiants pendant plus d'une heure, tout en prenant des photos. Ils organisèrent ensuite une chasse au militant : une voiture de militants de la Ligue Communiste fut bloquée ; saccageant la voiture, les nervis ont rattaché ces militants à coup de matraques ; une camarade blessée a été admise aux urgences ; plainte a été déposée.

Déjà mercredi 14 février, des étudiants socialistes, collant des affiches, s'étaient fait agresser par les mêmes nervis.

Samedi 3 mars, cinq voitures de ces mêmes nervis qui collaient des affiches pour Verdadier (député-maire U.R.P. de Poitiers), prirent en chasse des militants de l'AJS. Un

camarade, membre de l'UNEF et du SNES, est frappé à la tête par un manche de pioche.

Samedi 3 mars, le candidat du PCF à Le Blanc était bloqué par des nervis qui crevaient ses quatre pneus de voiture.

Après que la Ligue Communiste et l'AJS aient lancé un appel commun à la riposte, les organisations suivantes convoquaient ensemble un meeting de protestation : AGEF-UNEF, SNESup-FEN, SNCS-FEN, CGT (personnel CROUS), AERUD, FRUF, SGEN-CFDT, UD-CFDT, Bureau de Section MNEF, SNPTES-FEN, AJS, OCI, Ligue Communiste, Etudiants Socialistes de Poitiers, FRANF, AGEF, Cercle Rouge Lycéen, Front Osons Vaincre, La Cause du Peuple, les Marxistes-Léninistes.

Plus de 500 personnes rassemblées approuvaient alors « la décision des organisations de s'engager mutuellement à agir pour la défense des libertés démocratiques et des franchises universitaires » et convenaient « de se tenir prêtes à répondre en masse à l'appel de ces organisations unies ».

Comme l'ont déclaré les participants, « les bandes fascistes et paramilitaires entendent faire régner la terreur comme à Assas afin d'empêcher tout étudiant de participer à une quelconque activité politique ou syndicale, afin d'interdire aux étudiants l'exercice des libertés démocratiques ».

L'unité a été réalisée.

Travailleurs et démocrates mettront un terme aux agressions fascistes !

# CONTRE LES TRUQUEURS DU C.E.R.E.S. DEFENSE DE LA MUTUELLE ETUDIANTE

Alors que dans toutes les universités de France, les étudiants préparent par des Assemblées générales, des comités unitaires, la mobilisation massive contre les décrets gouvernementaux (loi Debré sur les sursis - DEUG), alors que l'UNEF gagne une sympathie grandissante auprès des étudiants par les propositions qu'elle fait pour le succès de cette mobilisation, quelques hauts gestionnaires du CERES continuent à parcourir la France afin de porter de mauvais coups à la Mutuelle étudiante.

Leur objectif : discréditer la MNEF aux yeux des étudiants, retirer aux étudiants tout droit de regard sur les affaires concernant leur santé, en finir avec la démocratie interne pour gérer la Mutuelle, ce qui revient à livrer la MNEF aux attaques gouvernementales (blocage des remises de gestion, création de mutuelles privées). Les derniers faits d'armes de Messieurs Jacob-Wolber-Finel montrent à l'envers qu'ils sont prêts à tout pour arriver à leurs fins.

A Poitiers et à Nantes, les sections MNEF impulsées par les militants UNEF annoncent légalement les élections pour le mercredi 28 mars : alors que les affiches (coûteuses) pour appeler les étudiants à voter en masse sont sorties, le BN-CERES de la MNEF décide autoritairement de reporter les élections ! Pour Wolber tout est bon pour désorienter les étudiants, pour gaspiller leurs souscriptions.

A Marseille, 12 heures avant le scrutin, Benoitel, haut-fonctionnaire CERES annonce l'invalidation de la liste Luigi-UNEF ; le lendemain, à la stupefaction des étudiants et du personnel administratif les urnes étaient... introuvables. M. Lopez, chef des services de l'Intendance - Centre de St-Jérôme - à l'Université de Marseille 7, a témoigné qu'aucune urne n'a été placée dans le hall de la faculté. M. Mouchet, responsable des services administratifs de la faculté de Médecine, a témoigné dans le même sens pour

sa faculté ! Qui a élu ceux qui gèreront pour un an la Mutuelle à Marseille ?

A Orléans, le 14 mars, se déroulait légalement le dépôt des listes de candidatures en présence de l'huissier de la MNEF : après avoir enregistré la liste des militants présentée par le BN de l'UNEF, l'huissier a vu arriver à 18 heures un dirigeant UEC déprimé de n'avoir pu rassembler les 37 noms nécessaires pour la liste CERES-UEC.

Mais l'acte le plus inqualifiable, bien que suite logique à la fraude, à la provocation et à la délation (élections de Lille, cf. I.O. n° 597), suite logique de leur isolement chez les étudiants (élections de Dijon, cf. I.O. n° 598), Finel-Wolber ont décidé de le commettre en convoquant pour mardi 20 mars une CA nationale de la MNEF avec à l'ordre du jour, l'exclusion de Nesterenko et ses camarades de la MNEF (nous ne connaissons pas les résultats de cette CA au moment où ces lignes sont écrites).

Cependant, rien n'y fera : des milliers d'étudiants ont le sentiment justifié qu'il y a deux camps en présence dans la MNEF, l'UNEF s'opposant à l'infime poignée des dirigeants CERES qui spéculent sur la fraude et la magouille pour conserver le contrôle de la Mutuelle.

L'UNEF, en appelant au vote en masse aux élections de Paris, exprime les besoins des étudiants exaspérés d'attendre trois ou six mois pour leurs remboursements.

A l'aide des dizaines de millions destinés à l'information des 400 000 étudiants cotisants, Wolber et Jacob pourraient mobiliser les adhérents contre le gouvernement, en appeler aux organisations, aux syndicats ouvriers. Ils n'en font rien, ce sont d'exécrables hauts fonctionnaires. Ce sont des « technocrates » avides.

Dans le cours de l'actuelle mobilisation étudiante, des milliers d'étudiants peuvent voter, voter, voter, pour qu'on leur restitue leur Mutuelle !



# Etudiants Eux aussi, contre la loi Debré, contre les D.E.U.G...

« A BAS LA LOI DEBRÉ ! RETABLISSEMENT DES SURSIS !  
ABROGATION DU DEUG ! »

Voilà ce qu'exigent les milliers d'étudiants qui se sont réunis cette semaine en Assemblées Générales dans plusieurs facultés de Paris et de province.

A Dauphine, à Vincennes, les étudiants sont en grève. A Nanterre, ce sont des milliers d'étudiants réunis en assemblées générales qui préparent la grève. A Rouen, toutes les facultés (sauf Lettres) sont en grève. Partout des Comités se sont mis en place, par amphi, par département, pour préparer la mobilisation contre la loi Debré et contre les DEUG.

Dans ces comités, dans les assemblées générales, une nécessité s'impose : nous devons être unis pour être forts, rien ne doit nous diviser. Unité des lycéens et des étudiants pour le rétablissement immédiat des sursis, contre la loi Debré, contre le DEUG ! Démocratie dans les comités, les assemblées générales, les coordinations des étudiants mobilisés.

C'est sur cette aspiration profonde des étudiants à l'unité contre le capital, au contrôle démocratique de ses délégués, que prend appui le combat de l'AER pour les Etats Généraux de la Jeunesse, pour le Socialisme.

## Qu'est-ce que le D.E.U.G. (Diplôme d'Etudes Universitaires Générales) ?

Ce nouveau diplôme doit être mis en place dès la rentrée prochaine dans toutes les disciplines universitaires et il remplacera les actuels diplômes (diplôme universitaire d'études littéraires, diplôme universitaire d'études scientifiques...) sanctionnant les deux premières années de faculté.

Introduisant la pluridisciplinarité, ce diplôme doit remplacer les diplômes par spécialités. Ainsi, dans toutes les disciplines, des matières obligatoires sont ajoutées aux matières traditionnelles enseignées dans chaque spécialité.

Les matières enseignées ne seront plus seulement par exemple, les maths et la physique (M-P) mais les maths, la physique, l'informatique, la biologie, les langues vivantes (pour au moins 5 % du temps d'étude). De plus, l'étudiant devra choisir un certain nombre d'options parmi les matières les plus diverses (droit, sciences économiques...).

Dans toutes les disciplines du premier cycle, 5 % du temps d'étude et de la notation seront au minimum consacrés aux langues vivantes. Comme ce fut le cas précédemment en psycho pour les mathématiques, l'introduction de nouvelles matières obligatoires avec lesquelles les étudiants ne sont pas familiarisés ou à l'étude desquelles ils sont mal disposés,

prend un caractère directement sélectif. Il en va ainsi des maths physiques ou de la biologie en philo, des maths statistiques en histoire, de l'informatique en sciences, etc.

La dispersion des sujets d'études obligatoires diminue le temps d'étude des disciplines fondamentales et donc le degré de qualification du diplôme de fin de premier cycle qui devient un « super-bac » et détruit les diplômes spécialisés.

De plus, ce nouveau diplôme prévoit l'orientation obligatoire en cours et à l'issue du premier cycle et ne donnera pas forcément droit à la poursuite des maîtrises de même discipline.

Un numerus clausus est prévu pour toutes les filières à finalité professionnelle : médecine dentaire, pharma, enseignement (en lettres et en sciences).

Cette nouvelle arme de guerre du gouvernement vient parfaitement compléter la loi Debré. En effet, deux tiers des étudiants atteignent 21 ans au bout de deux ans d'études. Ainsi, ils partiront à l'armée soit avant d'avoir terminé le premier cycle, soit même munis de ce diplôme. Mais, ne pouvant poursuivre leurs études, ils seront livrés sur le marché du travail après un an d'armée avec un diplôme qui, n'en doutons pas, ne vaudra pas cher pour le patronat.

## Le SNES-SUP va-t-il continuer à « participer » ?

Le Conseil National de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, dans lequel siègent les représentants de la FEN et du SNESup, a été « consulté » sur la réforme des diplômes nationaux qui a conduit à la mise en place du DEUG par décret gouvernemental.

Voici le point de vue de Monteux, secrétaire général du SNESup, sur les travaux de cette instance suprême de la participation (séance du 23 février) :

« Autrement dit, l'important travail fait par le CNESER, 336 heures selon M. Le Bris lui-même, n'aura servi à rien, sinon à déplacer quelques virgules dans des textes dont le contenu était arrêté avant toute consultation. Autrement dit, cette consultation, ce travail, n'aura été qu'un simulacre et un paravent. Cela signifie que, méprisant et craignant

les résultats de tout véritable débat, la participation et la concertation telles que les conçoit M. Fontanet ne sauraient être autre chose que la ratification servile des décisions du pouvoir par des figurants serviles. Dont acte, M. le directeur. En vérité, la vraie concertation selon vos desirs, c'est ailleurs que vous l'avez pratiquée, avec des intérêts particuliers, privés ou corporatistes. »

Quelles conclusions Monteux va-t-il tirer de ce bilan de la participation ? Le SNESup va-t-il continuer à siéger dans un cadre où il ne peut rien faire d'autre que de « ratifier servilement les décisions du pouvoir » ? Monteux lui-même va-t-il continuer à être le « figurant docile » dont Fontanet a besoin ?

Que va faire Monteux pour mobiliser les enseignants aux côtés des étudiants afin d'arracher l'abrogation du décret sur les DEUG ?

# pompidou et ses interlocuteurs

Au lendemain des élections, le dialogue se poursuit.

Plus « ouvert » que jamais.

A la veille du second tour, Pompidou déclarait : « Vous comprendrez donc que je regrette que les dirigeants du Parti socialiste se soient liés pour cinq ans et sans garanties au Parti communiste. Une autre attitude aurait permis au gouvernement et au Parlement de collaborer de façon plus souple dans le libre jeu de la démocratie et dans la paix civile qui est mon souci. »

Dès le 13 mars, Le Figaro précisait le point de vue majoritaire de la bourgeoisie : « Au niveau le plus élevé, le système politique apparaît comme bloqué... Et il en sera ainsi tant que les socialistes demeureront liés aux communistes par le pacte de gouvernement de cinq ans que M. Mitterrand a signé en leur nom. »

La bourgeoisie apprécie parfaitement les services historiques que lui ont rendus les dirigeants du mouvement ouvrier chaque fois qu'ils se sont engagés dans la politique du Front populaire. Nul doute qu'à l'avenir, elle ne tente de nouveau de recourir à ces mêmes services. Les dirigeants, quant à eux, y sont prêts : ils l'ont démontré par leur alliance avec les radicaux de gauche sur le Programme commun.

Cela étant, il reste que l'Union de la gauche n'a pas eu la majorité. Et que la bourgeoisie, parfaitement consciente qu'il va lui falloir faire face à la classe ouvrière, a besoin du Parti socialiste.

Mitterrand le sait. Et il n'a pas attendu longtemps pour répondre. Dès le 14 mars, il convoquait les journalistes, pour formuler son propre diagnostic : « La majorité absorbe, épuise et liquide tous les centres disponibles. Mais elle arrive aussi au bout de ses réserves. Le centre est passé à droite, maintenant c'est clair. Seul le Parti socialiste et les radicaux de gauche sont en mesure d'équilibrer la vie politique française... »

Mitterrand « retourne-t-il sa veste », selon l'imitable expression de Lutte Ouvrière ? Nullement. Il continue la même politique avec d'autres moyens et dans des circonstances modifiées.

« Equilibrer la vie politique française », c'est mettre la bourgeoisie à l'abri d'une crise de régime qui pourrait ouvrir la brèche à une poussée révolutionnaire de la classe ouvrière. Voilà ce qu'il s'agit d'éviter à tout prix. Voilà le souci commun de Marchais et de Mitterrand. Voilà ce qui nourrit leur dialogue avec Pompidou. Chacun y tient sa part, et celle de Mitterrand n'est pas moins importante que celle de Marchais. La bourgeoisie a besoin d'un parti socialiste qui soit en mesure de tenir sa place dans la « vie politique française ».

Mitterrand le comprend parfaitement : « Le Programme commun, déclare-t-il, n'a pas reçu l'approbation d'une majorité de Français, même si 47 ou 48 % lui sont favorables. Nous sommes minoritaires, et nous en tenons compte. Mais il existe un programme commun à tous les partis, puisque des points sont analogues dans le Programme commun et dans le programme de Provis. Nous proposons que dans le cadre du Plan et du Budget de 1973 et de 1974 soient adoptées les propositions communes à tous les partis : la retraite à 60 ans, le SMIC à 1 000 F, l'accès libre et égal des femmes aux emplois, la refonte de la législation sur l'avortement, la gratuité des fournitures et des transports scolaires, la gratuité du transport pour les vieillards, le droit de vote à 19 ans, la semaine de cinq jours, la limitation du travail à la chaîne, et, bien sûr, la construction de nombreux logements et crèches. Le Parti socialiste et les radicaux de gauche, conclut Mitterrand, sont prêts à assumer ce contrat passé avec les Français. Il ne manque que les suffrages de la majorité : à elle de répondre. »

La semaine dernière, nous posions la question : pourquoi l'Union de la gauche n'a-t-elle pas eu la majorité ? Mitterrand nous aide à préciser la réponse. En effet, s'il existe « un Programme commun à tous les partis », alors à quoi bon chasser Pompidou ? Voilà le langage que se sont tenus les électeurs de la petite bourgeoisie dont les suffrages ont fait défaut à l'Union de la gauche. Mais, il y a plus : si l'unité nationale peut se réaliser sur les points du programme de Provis que reprend Mitterrand, alors rien n'empêche la collaboration du Parti socialiste avec la majorité présidentielle de Pompidou.

Voilà la grande affaire du moment. Peyrefitte ne dit pas autre chose lorsqu'il déclare que « l'UDR ne s'opposerait pas à des propositions socialistes qui iraient dans le sens de celles de Provis. Nous ne ferons preuve d'aucun sectarisme. Il faut seulement établir des priorités. Nous nous réjouissons que le groupe socialiste, après avoir prétendu que nous aurions volé son programme, nous vole à son tour le nôtre. »

Et la Nation renchérit : « Si le Parti socialiste échappait à la fascination communiste et au dogmatisme marxiste, n'y aurait-il pas la possibilité de rétablir avec lui un dialogue qui exista entre le général de Gaulle et M. Guy Mollet jusqu'en 1962 ? »

Les dirigeants bourgeois les plus clairs voyants le savent : la « stabilisation » est à ce prix. Il faut absolument dégaier les « majorités d'idées » chères à Edgar Faure, qui n'est pas pour rien le candidat de Pompidou à la présidence de



Un interlocuteur recherché

l'Assemblée Nationale. Le Monde fait ouvertement campagne dans le même sens. L'un de ses éditorialistes s'exprimait ainsi le 15 mars : « La confrontation électorale a agi comme un révélateur. En rendant visibles les besoins réels. En faisant affleurer les aspirations profondes, qu'il va maintenant falloir satisfaire. Puisque le 4 mars, 64 % des suffrages ont marqué cette volonté de changement... Il faudrait refaire du Parlement un forum. Où se débattent vraiment les grands choix. Où toutes les tendances puissent se faire entendre. Avec l'ambition d'informer l'opinion et l'espoir d'infléchir le gouvernement. »

Mais il y a loin de la coupe aux lèvres.

La mobilisation des lycéens contre la loi Debré, dont nous rendons compte par ailleurs, l'écho profond que leur lutte rencontre, éclaire l'autre aspect de la situation. La loi Debré est incluse dans le programme de Provis. Et pourtant le gouvernement va probablement devoir renoncer à l'appliquer. Or la liquidation des sursis fait partie d'un plan d'ensemble visant à retirer aux jeunes le droit au métier et l'accès aux études. Renoncer à appliquer la loi Debré, c'est ébranler tout l'édifice de la politique gouvernementale en matière d'éducation nationale. C'est heurter de front nombre d'éléments de l'administration de l'éducation nationale qui ont été sélectionnés et mis à leurs postes précisément pour appliquer cette politique.

Telles sont les contradictions auxquelles Pompidou doit faire face. Sans pouvoir compter sur nul autre que sur lui-même, Mitterrand et Marchais sont prêts à collaborer. Mais, pour Pompidou, il est difficile et dangereux, sans compter qu'il sera coûteux, de saisir la main secourable qu'ils lui tendent.

Quant aux travailleurs, ils assimilent la leçon : les dirigeants ont dit que les élections de 1968 avaient été perdues parce que la « grève générale » avait effrayé les « classes moyennes ». Or les élections de 1973 n'ont pas été gagnées, bien que cette fois-ci, les dirigeants aient renoncé à toute action depuis des mois. Alors ? Alors il est certain que rien de bon ne peut sortir des manœuvres parlementaires visant à appliquer le « Programme commun à tous les partis ». Les revendications, il faudra aller les chercher soi-même. Et le programme d'unité, il faudra en rassembler les éléments dans l'entreprise, le quartier, la localité. Il faudra que les organisations le prennent en charge sous le contrôle des travailleurs. C'est ce que disent (voir en page 4) les travailleurs de la région parisienne chez Renaud Mermeteca General CEDOC. L'idée chemine qu'il n'est d'autre voie pour gagner.

## abonnez-vous

### « INFORMATIONS OUVRIÈRES »

### ABONNEMENTS

Correspondance  
Rédaction - Administration  
88 bis, avenue Parmentier  
PARIS-11<sup>e</sup>  
C.C.P. 21.831-73 Paris

1 an (48 n°) ..... 50 F  
Etranger (1 an) ..... 60 F  
6 mois (24 n°) ..... 25 F

Versements au C.C.P. I.O. 21.831-73 - Paris

ATTENTION : camarades qui vous abonnez, indiquez avec précision votre numéro de code postal.



# avant la réunion nationale des délégués

## renault: après les élections législatives, programme d'unité contre l'état-patron

Les 5 et 6 mai 1973, en application des décisions adoptées le 9 décembre par les Assises Nationales pour le Front Unique Ouvrier, se réuniront les délégués des groupes politiques d'entreprises et de quartiers. Les groupes politiques qui se constituent rassemblent des travailleurs de toutes tendances politiques. Nous publions ci-dessous le texte adopté par un des groupes politiques Renault qui a procédé à l'examen de la situation politique après les élections des 4 et 11 mars.

Le premier groupe politique a été constitué chez Renault dans le cadre du travail mené pour préparer les Assises nationales pour le Front unique ouvrier. La discussion a été immédiatement engagée sur la situation, en relation avec la campagne électorale, chacun des participants exposant librement ses points de vue. C'est ainsi que des travailleurs pensaient qu'il fallait subordonner tout au succès des partis ouvriers, estimant par exemple qu'il ne fallait pas faire grève dans cette période pour ne pas couper les travailleurs des classes moyennes. Bien évidemment, personne n'était véritablement satisfait de voir par exemple un des directeurs des usines Renault, Lamirault, être soutenu comme candidat par l'Union de la gauche, en sa qualité politique de radical de gauche.

Mais pour des participants, le problème, bien que préoccupant, n'était pas essentiel, le parti des radicaux de gauche étant faible, la véritable question pour ces camarades, était d'abord de remporter la victoire. Après, on liquiderait les radicaux de gauche en lesquels personne, répétons-le, n'avait confiance.

Le groupe politique d'entreprise a décidé de publier le compte rendu des discussions engagées en son sein. Les militants de l'Alliance ouvrière éditent tous les quinze jours un supplément I.O. Renault, ronéotypé, il fut convenu que serait publié le compte rendu des discussions du groupe politique dans un des deux suppléments, sous forme de tribune libre.

Le 15 mars, le groupe politique Renault s'est donc réuni. Il est possible d'éclaircir la discussion qui a eu lieu en citant le tract diffusé entre les deux tours par le syndicat CGT Renault.

Sous le titre « Pas une voix ne doit manquer aux candidats de la gauche », il est écrit :

« Cette victoire du premier tour doit être amplifiée dimanche 11 mars. Si l'on examine ce qui s'est encore passé ces derniers temps à l'usine, nous affirmons : oui, il faut que ça change. Il a fallu sept jours de grève au 34 et le résultat du premier tour pour imposer satisfaction aux revendications posées :

Au 14, les travailleurs des barres de torsion continuent leur lutte exemplaire

contre l'augmentation des cadences et pour l'amélioration des conditions de travail :

Le départ complet des forges, ateliers et études est annoncé pour 1974 et nous savons que l'usine est sérieusement menacée :

L'application des accords rencontre de sérieuses difficultés.

Oui, le mécontentement, oui, la volonté de changement est justifiée et nécessaire.

LA VICTOIRE DE LA GAUCHE, C'EST LA VICTOIRE DE LA LIBERTÉ.

- La liberté d'avoir du travail et de ne plus être chômeur.
- La liberté de pouvoir se soigner dans de bonnes conditions.
- La liberté d'avoir des logements décents en nombre suffisant et à bon marché.
- La liberté de ne pas voir son épargne dévalorisée par les incessantes crises monétaires et dévaluations.
- La liberté de voir son enfant pouvoir continuer ses études même s'il est fils de travailleur.
- La liberté de revenir rapidement aux 40 heures.
- La liberté d'avoir la retraite à 60 ans.
- La liberté de vivre mieux. »

Nous nous en sommes expliqués. Les travailleurs de chez Renault s'en expliquent dans le tract ci-dessus. Il reste que l'Union de la gauche n'a pas remporté le succès. Doit-on en conclure qu'il faudrait attendre de nouvelles élections en 1976 ou en 1978 pour arracher les revendications légitimes ? Doit-on chercher ailleurs une autre politique que celle de la défense des intérêts de la classe ouvrière qui implique la définition de revendications unitaires, devoir pour les organisations qui ont pour tâche de réaliser l'unité contre le gouvernement bourgeois et Pompidou ? La réponse est clairement formulée par le groupe politique des travailleurs de chez Renault.

Unité sur la plateforme commune, sur laquelle les syndicats CGT, CGT-FO et CFDT se sont mis d'accord, unité pour arracher aux patrons et à Pompidou :

- les 150,00 F pour tous,
- le salaire minimum à 1500 F,
- la grille unique,
- la garantie de l'emploi,
- les 40 heures,
- la retraite à 60 ans.

Les travailleurs réunis doivent décider eux-mêmes, avec les organisations, les formes d'action :

Assemblée générale dans tous les ateliers,

Assemblée générale dans tous les départements,

Assemblée générale des 30 000 travailleurs de chez Renault.

## le texte du groupe politique de chez Renault

### POURQUOI LES CLASSES MOYENNES N'ONT-ELLES PAS VOTE POUR LE PCF ET LE PS ?

Un des groupes politiques des usines Renault, qui se réunit régulièrement, a procédé à l'examen de la situation.

Nous avons constaté qu'en dépit du fait que l'UDR a subi un sérieux recul, l'Union de la gauche n'a pas obtenu la majorité. Nous avons cherché des explications à cette situation. Certes la loi électorale, qui institue un découpage profondément anti-démocratique, a garanti l'élection au rabais des députés de la majorité.

Mais force oblige de constater que les voix recueillies par la gauche au premier tour ont donné un pourcentage de 46 %. Au deuxième tour, c'est Lecanuet et les centristes qui ont garanti sa majorité à Pompidou. En fait, ce sont les deux à trois millions de voix qui viennent des classes

C'est un fait : il n'y a eu que peu de grèves dans les usines pendant cette période électorale. Les classes moyennes n'ont pourtant pas voté à gauche. C'est donc que la tactique qui nous a été proposée n'a pas été efficace. Pourquoi ?

Il nous a semblé que parmi de nombreuses raisons, il en est une importante que nous voudrions exposer. Les classes moyennes, de même que les travailleurs et les jeunes, subissent les conditions de l'exploitation : hausse des prix, diminution du pouvoir d'achat, conditions de vie et de travail aggravées, cadences accélérées. Ces conditions de l'exploitation capitaliste sont garanties par un système politique mis en place par la Constitution autoritaire de la V<sup>e</sup> République et par le gouvernement bourgeois Pompidou qui assure la défense du régime du profit.

Les travailleurs et les classes moyennes sont mécontents de ce régime et de ce système du profit capitaliste. Avec un programme résolument anti-capitaliste la nécessité d'abroger la Constitution anti-démocratique mise en place par de Gaulle en 1958, pour défendre le régime capitaliste, aurait pu unir les classes moyennes et les travailleurs contre le gouvernement. Les dirigeants de la gauche ont procédé exactement en sens inverse.

1. Ils ont fait alliance avec les radicaux de gauche, le banquier Filippi, le directeur Lamirault des usines Renault, administrateur du trust Alfa Romeo, Maurice Faure, qui a soutenu pendant des années la guerre contre-révolutionnaire de Nixon contre le peuple vietnamien.

Les travailleurs ont voté en masse pour le PCF et le PS, mais les classes moyennes n'ont pas vu de différence entre Filippi, Lamirault, signataires du Programme commun, et Lecanuet, J.J.-S.S. qui défendent les uns et les autres, et tous ensemble avec Pompidou, le régime capitaliste.

2. Les dirigeants ayant déclaré qu'une majorité de gauche laisserait en place Pompidou à qui il était demandé de respecter la Constitution gaulliste, les classes moyennes n'ont pas vu quels véritables changements recherchait l'Union de la gauche, puisqu'en tout état de cause Pompidou conserverait les rênes du pouvoir.

Il nous semble que ce sont là les deux principales raisons pour lesquelles les classes moyennes n'ont pas voté pour l'Union de la gauche.

### QUELLE PLATEFORME UNITAIRE POUR ENGAGER LE COMBAT POUR LA SATISFACTION DES REVENDICATIONS CONTRE LE PATRONAT ET POMPIDOU ?

C'est ainsi que les travailleurs ont été appelés à ne pas faire grève : on leur a dit : ce sont les élections qui permettront de tout régler. Après les élections, Pompidou restant en place, il faut donc rechercher les moyens de faire aboutir les revendications par d'autres moyens que les élections. Sinon cela signifierait qu'il faudrait attendre 1976 ou 1978 ! En aucun cas.

Actuellement, les centrales et les partis se réunissent pour chercher quelles revendications et sur quel programme la classe ouvrière sera appelée à se rassembler. Il est maintenant question de demander à Pompidou et au gouvernement d'appliquer le programme que l'UDR a présenté à Provins. Comme si Messmer, le défenseur des monopoles, pouvait défendre les intérêts des travailleurs ! Vraiment, on se demande à quoi l'on veut aboutir. Pendant les élections, on a fait la cour aux banquiers radicaux de gauche. Le résultat, on le connaît. Il faut la clarté. Il faut cesser avec la confusion car les problèmes sont clairs.

Au lieu de chercher partout et ailleurs des revendications, pourquoi, chez Renault, les syndicats n'appelleraient-ils pas les travailleurs à s'unir sur la plateforme commune adoptée par la CGT, la CGT-Force Ouvrière et la CFDT au début de l'année 1972 ?

Les revendications restent toujours légitimes :

- 150 F minimum pour tous,
- salaire minimum à 1500 F,
- grille unique,
- garantie de l'emploi,
- 40 heures,
- retraite à 60 ans.

Voilà le programme d'unité des travailleurs de chez Renault, qui doit intégrer toutes les revendications particulières à toutes les catégories : professionnels, O.S., etc.

Après la signature de l'accord, il était prévu que les négociations sur les revendications particulières s'ouvriraient le 8 février. Comme on était en période électorale, la négociation

a été reportée après les élections, le 14 mars. Rien d'essentiel n'a été obtenu par la négociation. Alors il faut préparer, dans l'unité, la riposte qui doit s'organiser.

Les syndicats unis doivent convoquer les travailleurs de chez Renault, par atelier, par département, pour toute l'usine, en assemblées générales communes pour que soient discutés les mots d'ordre d'action qui s'imposent. C'est tous unis et ensemble que les travailleurs des usines Renault doivent arracher TOUTES LES REVENDICATIONS PARTICULIÈRES ET LES REVENDICATIONS INSCRITES DANS LA PLATEFORME COMMUNE.

N.B. — Les intertitres sont de la rédaction de I.O.

## contre les destructions déclarées

Un bulletin dit « Ecole Emancipée » vient de paraître dans la Seine-Maritime. Son contenu, son caractère, les mensonges qu'il renferme m'amènent à faire cette déclaration en tant que militant de l'OCI.

Dans la conclusion de ce bulletin, il est écrit, à propos de l'Ecole Emancipée-Front Unique Ouvrier :

« Sachant comment leurs amis de l'AJS (FUO = AJS = OCI) traitent les autres courants de pensée de l'UNEF (défense de militants à Paris) ou à la MNEF (coups à Lille), nous comprenons pourquoi ils n'osent pas encore se réclamer de la démocratie ! »

Ainsi « l'Ecole Emancipée », en Seine-Maritime, se prétendant une tendance syndicale, profère les plus graves attaques contre l'OCI en amalgamant de surcroît l'OCI, l'AJS, l'EE-FUO. Elle reprend à son compte les attaques formulées en leur temps par les dirigeants staliniens.

Ses rédacteurs (dont M. Chauvet, militant de la Ligue Communiste, conduisant la liste EE au BN du SNI) ont choisi le camp du stalinisme contre les militants trotskystes.

Avec armes et bagages, guidés par un anti-trotskysme aveugle, ils se rangent du côté de ceux qui portent l'entière responsabilité de la déchéance de l'UNEF, du côté des « radicaux » et bourgeois d'urnes de la MNEF. Il ne manque à



moyennes de la ville et de la campagne qui n'ont pas voté pour l'Union de la gauche. Ces classes moyennes n'ont voté ni pour l'UDR ni pour les giscardiens, mais elles ont suivi l'opposition « bide » de Lecanuet.

Elles ont hésité. Pourquoi ? Des camarades, s'appuyant sur les résultats de certaines régions de Bretagne et d'ailleurs, ont estimé que c'est sous la pression de l'Eglise qu'il y a eu refus de vote pour l'Union de la gauche. La preuve en est que par exemple le PSU, qui a subi un lourd échec, a présenté des candidats qui se déclaraient « croyants » et même des ecclésiastiques. Cela est une explication valable pour certains secteurs, mais il en est d'autres plus générales.

On a dit, avant et pendant le déroulement de la campagne électorale, qu'il ne fallait pas que les ouvriers engagés des actions pour leurs revendications et leurs aspirations parce que de telles actions « auraient effrayé les classes moyennes » et les auraient empêchées de voter à gauche.



# des groupes politiques : 5 et 6 mai 73

## navigation aérienne : pourquoi l'unité de toutes les catégories n'a-t-elle pas été réalisée contre le gouvernement ?

Cet article, envoyé par un groupe de militants des transports aériens, avant la décision de la CFTC de reprendre le travail le 20 mars pose toute une série de problèmes qui intéressent tout le mouvement ouvrier et les conditions à imposer par les travailleurs pour que soit réalisée l'unité.

En levant le plan « Clément Marot » pour le mardi 20 mars 1973, le gouvernement défunt de Messmer-Pompidou ne fait jamais que tirer les conséquences politiques du résultat des dernières élections législatives.

Rappelons, pour mémoire, que le plan « Clément Marot » consiste à passer sous le contrôle absolu des militaires l'ensemble de la circulation aérienne civile et d'expulser de leur lieu de travail les travailleurs de la navigation aérienne. En même temps, l'infrastructure technique (tours de contrôle, radars, plans de vol) du plan « Clément Marot » est bâtie uniquement sur des moyens militaires. Un exemple : dans le plan « Clément Marot », les militaires n'utilisent pas les tours de contrôle civiles et leurs instruments (radars, radiotéléphones, etc.).

Les législatives ont eu lieu. Elles ont donné les résultats que l'on sait, confirmant que la classe ouvrière conservait l'initiative dans la lutte des classes et que, si elle n'était pas totalement maîtresse du jeu, ce n'était dû qu'au fait que les directions que la classe ouvrière s'est donnée n'avaient d'autre souci que de maintenir l'ordre bourgeois. « Appliquez le programme de Provis » disent plus ou moins Ségué, Maire et Mitterrand.

Voilà pour l'essentiel. A quoi il faut ajouter un aspect particulier concernant le transport aérien. Voilà près de dix ans que le gouvernement de Gaulle, Pompidou, Debré, a sous le coude, un projet dont l'objet est de faire passer, définitivement et sans retour, le contrôle de la circulation aérienne civile sous la coupe totale des militaires. La raison d'un tel projet est simple : elle est liée à toute la politique militaire de la bourgeoisie française, du remaniement de sa force stratégique tactique et de la bombe atomique. La bourgeoisie française n'a pu faire autrement que de reculer devant les conséquences ultimes de sa politique. Il n'empêche qu'elle n'a jamais totalement abandonné ses projets.

Quant aux contrôleurs de la navigation aérienne, ils forment un service de 1 600 travailleurs répartis très inégalement sur l'ensemble du territoire. Du fait de la place qu'ils occupent dans le transport aérien civil, ils ont pu, avec leurs organisations syndicales, conquérir des avantages importants, tant en matière de salaires que de conditions de travail. Ils sont fonctionnaires, dépendants du secrétariat général à l'aviation civile (SGAC), lui-même partie du ministère des transports. Le gouvernement ne leur a concédé les avantages qui sont les leurs qu'à un prix exorbitant : pratiquement la suppression du droit de grève (loi de 1964).

Pour des raisons particulières, la CFTC s'est fortement implantée dans ce secteur précis. Cette organisation a, à l'époque, accepté le marché gouvernemental, estimant que ceci valait bien cela. Ce faisant, la CFTC créait un précédent lourd de menaces pour l'ensemble des travailleurs de la fonction publique, qui allait être utilisé contre les contrôleurs eux-mêmes. La réaction des autres centrales contre cette suppression du droit de grève fut d'ailleurs, à l'époque, plus que molle.

C'est dans ces conditions que la CFTC, organisation des contrôleurs de la navigation aérienne, majoritaire dans ce secteur, décida, au début février, à une faible majorité, de se lancer dans une grève totale, reconduite depuis le 20 février, de 48 heures en 48 heures, avec deux revendications : reconnaissance du droit de grève, c'est-à-dire abolition de la loi de 1964 ; intégration des primes spéciales, représentant 30 à 50 % du salaire dans le traitement mensuel, c'est-à-dire passer de la catégorie B à la catégorie A.

Il faut le dire, ces revendications catégorielles, que les contrôleurs opposent aux autres catégories, traduisent l'impasse dans laquelle la fonction publique est aujourd'hui enfermée, en raison même d'une politique des directions qui n'ont pas su garantir une échelle indiciaire satisfaisante.

La grève a été conduite de bout en bout par la CFTC. Elle a été menée entièrement sur un plan catégoriel par cette organisation qui, par ailleurs, se refuse à convoquer une Assemblée générale des travailleurs, refuse d'appeler à la réalisation de l'unité d'action, refuse de négocier en compagnie de l'ensemble des organisations syndicales.

Le plan « Clément Marot » est, certes, formellement destiné à l'aviation civile, mais son objet va plus loin. Il s'agit de l'utilisation de l'armée comme force coercitive, contre-révolutionnaire, employée contre les travailleurs et leurs organisations. Le fait que ce soit un Debré, ministre de la guerre, représentant l'aile la plus réactionnaire et fascisante de la bourgeoisie, n'est pas étranger à l'application de ce plan « Clément Marot » comme le chaînon d'un plan plus vaste dont l'ambition n'est ni plus ni moins que de mener un plan général de guerre contre la classe ouvrière.

L'armée, image raccourcie et concentrée de la société capitaliste, dispose de techniques comme elle n'en a jamais eu. Aussi, dans ces conditions, peut-on aisément imaginer un plan « Clément Marot » contre les travailleurs EdF-Gdf, contre les cheminots, contre les travailleurs des P et T, contre, en fait, tout ce qui constitue les rouges essentiels que les travailleurs actionnent.

A l'armée la technique, aux CRS l'occupation du terrain. Tout cela s'ordonne contre la classe ouvrière et ses organisations. La contre-révolution côtoie la révolution. A la volonté de la classe ouvrière de poser le problème du pouvoir, la classe bourgeoise oppose sa volonté de garder à tout prix son pouvoir.

Le gouvernement, devant la division du mouvement, a cru saisir l'occasion qui s'offrait à lui. La mise en place du plan « Clément Marot » aboutissait, entre autres, à un véritable lock-out de la quasi-totalité des contrôleurs de la navigation aérienne.

Les directions de toutes les organisations syndicales, non engagées dans la grève, résagèrent mollement, très mollement à la mise en application de ce plan. Le principal grief était que ce plan constituait « un énorme gâchis pour le transport aérien français » : ce dont le gouvernement se moquait éperdument. Car le plan « Clément Marot » a été mis en application au moment de la campagne électorale des élections législatives. Ceci explique et l'attitude du gouvernement et l'attitude des directions des organisations syndicales.

Plutôt que de concentrer leurs feux contre le gouvernement et d'en démasquer la machination politique en alertant et mobilisant les travailleurs du transport aérien, plutôt que de chercher à dépasser la division catégorielle, en unifiant les revendications de toutes les catégories, pour engager l'action commune de tout le transport aérien, les directions des organisations syndicales laissent, en fait, pourrir le mouvement, soit par des offres de service pour faire tourner la machine (CGT), soit par le refus d'une négociation avec toutes les directions des organisations syndicales (CFTC).

Cette attitude est d'autant plus con-

damnable que le personnel navigant technique (pilotes et mécaniciens) refusait de voler sous contrôle militaire, affirmant que la sécurité n'était pas assurée.

Le tragique accident de Loire-Atlantique en faisant plus de soixante victimes, confirmait les appréhensions des pilotes et mesure « l'efficacité » des services de M. Debré.

Tant du côté du gouvernement que des directions des organisations, l'attitude adoptée dans cet événement ne peut se juger qu'à partir de la politique. En cette affaire, la CFTC, au nom de la défense des intérêts d'une seule catégorie de travailleurs qu'elle oppose à toutes les autres catégories, a refusé l'unité. D'un autre côté, pour ne pas « effrayer » la petite bourgeoisie, la direction des autres organisations, par son apathie, a laissé pourrir les choses. Il ne fallait pas de vagues. Et le 13 mars, le secrétaire du CE d'Air France pouvait écrire :

« Cette situation dure depuis trois semaines, engendrant un gâchis inimaginable, ruinant les efforts de gestion de l'entreprise, faisant peu de cas de ceux des personnels ouvriers, employés, techniciens, cadres et navigants qui s'efforcent d'assurer, jour après jour, l'efficacité de la compagnie nationale "Air France". »

Est-ce clair ? Pas un mot contre le gouvernement alors que tous savaient que la décision lui appartenait. Pas un mot sur les revendications des travailleurs du Transport.

## après les épreuves du C.A.P. m. prieur provoque les instituteurs

Dans son avant-dernier numéro, « I.O. » a publié le compte rendu de la délégation des candidats désignés à l'issue des épreuves du CAP de Paris.

Le directeur des enseignements élémentaires et secondaires de la ville de Paris, M. Prieur, attaché au cabinet de Messmer, montrait ce qu'il entend par la formation des maîtres : il ne craint pas de violer ses propres engagements en considérant les conditions de l'examen, fixées par arrêté ministériel et distribuées dans les dossiers à tous les candidats, comme nulles et non avenues.

Les instituteurs remplaçants, dont le CAP constitue un tournant dans leur existence (nos lecteurs doivent savoir que des dizaines de milliers de remplaçants sont jugés dignes d'enseigner mais indignes de posséder des garanties d'emploi et de salaire), dans le calme, ont exigé le respect des conditions légales d'examen.

M. Prieur a fait appel à la police et menacé les institutrices et instituteurs d'être purement et simplement chassés de l'Education nationale.

### UN PUISSANT MOUVEMENT DE SOLIDARITE

Des centaines d'instituteurs titulaires de Paris (439 exactement), ont alors posé la question : « Que cherchez-vous M. Prieur ? », en même temps que les remplaçants s'organisaient.

La section du SNI de Paris exigeait l'application des textes légaux. L'Ecole Libératrice consacrait un article à cette question.

Ce puissant mouvement de solidarité se poursuivait. M. Prieur dut convoquer à nouveau les candidats pour une deuxième série d'épreuves, mais encore une fois en refusant de tenir compte des garanties légales fixées par l'arrêté ministériel.

Les manœuvres de M. Prieur tentant de dresser un obstacle supplémentaire à la titularisation des jeunes institutrices et instituteurs ont échoué : 87 % de reçues chez les candidates, 89 % chez les candidats.

Les délégués des candidats, réunis pour tirer un premier bilan, ont constaté que seuls le puissant mouvement de masse des instituteurs, la présence du SNI à la deuxième session, l'isolement total des gauchistes irresponsables proposant le « boycott des examens bourgeois » (qui aurait eu pour conséquence de condamner la carrière de 5 à 600 jeunes enseignants !) a permis de remporter cette victoire.

Il reste, avec le syndicat, à obtenir l'engagement que dorénavant les dispositions légales seront respectées.

Des dizaines de remplaçants se sont syndiqués au SNI dans cette bataille. Un groupe politique s'est constitué autour de « I.O. » Deux cents francs ont été collectés.

### « QUE CHERCHE M. PRIEUR ? »

Il semblait que cette affaire était donc réglée au mieux des intérêts des jeunes institutrices et des jeunes instituteurs.

Nous venons d'apprendre, selon des témoignages, que M. Prieur demanderait l'application de la loi « anti-casseurs » à l'encontre de quelques candidats au CAP. Sans doute selon la théorie policière des « meneurs ».

Ainsi des candidats sont actuellement convoqués dans les commissariats de police pour « audition ».

C'est à l'échelle nationale que cette affaire est portée. M. Prieur, Pinckaert et milliers de représentants feront savoir à M. Prieur qu'ils sont solidaires de leurs jeunes collègues.

## eurs du S.N.I. en seine-maritime de Michel Delamotte militant de l'O.C.I.

leurs déclarations haineuses contre l'O.C.I. que les applaudissements à l'arrestation à Lille de P. Nestor, secrétaire général de l'UNEF. Les arguments les plus infâmes sont employés pour tenter d'enrayer le regroupement dans le SNI de militants « lutte de classe », entendant poursuivre le combat séculaire de « l'Ecole Emancipée ».

Ces attaques surviennent au moment où l'EE-FUO, pour la première fois depuis la scission de l'EE en 1968, présente une liste aux élections au Conseil Syndical du SNI de la Seine-Maritime.

L'O.C.I. ne cache pas la vérité. Sur 21 instituteurs syndiqués se présentant sur la liste EE-FUO il y a... 2 militants trotskystes de l'O.C.I. Cela suffirait pour répondre à l'amalgame EE-FUO = AIS = O.C.I. qui était jusqu'à présent l'apanage de la direction du PCF !

Mais là n'est pas l'essentiel. Ces attaques s'expliquent par le fait que l'O.C.I., en effet, inscrit dans son programme politique la défense des syndicats, en particulier du SNI et de la FEN, comme organisations de classe contre leurs destructeurs déclarés parmi lesquels s'est rangée la Ligue Communiste, utilisant le sigle « Ecole Emancipée ».

A preuve les 24 pages du bulletin dont exactement 16 sont consacrées à démontrer que le SNI est une organisation ennemie des instituteurs, voire réactionnaire.

Celui qui lit ce bulletin ne peut en tirer qu'une conclusion : déchirer sa carte syndicale avec un goût écœurant dans la bouche.

Les lecteurs seront bien en peine de deviner une quelconque orientation syndicale dans ce bulletin. Une seule chose est cohérente : la volonté de détruire le SNI. C'est bien pourquoi il n'y a pas une seule ligne sur la tendance « Unité et Action » (le nom de cette tendance combattant contre le droit de tendance et donc l'unité syndicale n'est pas une seule fois mentionné !), comme il n'y a pas un mot sur la politique gouvernementale de démantèlement de l'Education Nationale, de destruction de la laïcité de l'école, pas un seul mot sur la défense des instituteurs dans leur ensemble. A la place, on trouve huit pages... de bandes dessinées d'un goût douteux où Julien Desachy lui-même (dirigeant national de l'EE-SR, secrétaire de la FEN de l'Oise), avec lequel nous ne cachons pas nos divergences d'orientation, est tourné en ridicule (« Julien l'apostat » en maillot de corps et bretelles pendantes...).

Ces gens-là n'ont rien à voir avec le mouvement syndical et ouvrier. Ils avouent d'ailleurs eux-mêmes le caractère de leur bulletin par son sous-titre : « numéro spécial — toujours aussi fangeux — toujours aussi nauséabond ».

C'est la seule chose avec laquelle les instituteurs ne sauraient qu'être d'accord.



# FORCE ET FAIBLESSE DU PROLÉTARIAT

**L**E dimanche 11 mars se sont déroulées en Argentine, après près de huit années de dictature militaire, des élections présidentielles et législatives qui ont donné, dès le premier tour une majorité presque absolue à une coalition dominée, numériquement tout au moins, par le parti péroniste.

Le plus grand soin doit être apporté à l'interprétation de cet événement politique et des résultats auxquels il a abouti. D'un côté la tenue de ces élections se présente comme la conséquence des grands combats qui ont été livrés par le prolétariat argentin depuis la grève et les manifestations de mai 1969 à Cordoba et la grève générale totale qui paralysa l'ensemble du pays le 30 mai 1969. De l'autre côté, le déroulement de ces élections s'est fait sous le signe de la division et de l'aliénation complète de l'indépendance politique du prolétariat. Démuni de toute possibilité de voter pour ses propres candidats et un programme propre, le prolétariat a apporté massivement ses voix au « Front justicialiste de libération » formé par le nationalisme bourgeois en alliance avec les secteurs les plus pro-impérialistes de la bourgeoisie industrielle argentine.

Comme le souligne « Política Obrera », organisation membre du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, rarement a-t-on pu voir un contraste plus dramatique entre l'énergie apportée par une classe à se frayer par la lutte, un chemin dans le sens de la révolution et le défaut d'instruments politiques lui permettant d'exprimer ses objectifs de classe et se regrouper sur son terrain politique propre.

A Cordoba, en 1969, les métallos des grandes usines de montage automobile, par leur action unie, mettaient à bas les plans d'intégration des syndicats à l'appareil d'Etat et liquidaient du même coup



Rassemblement péroniste en octobre 1945.

la politique de stabilisation économique élaborée à partir de 1966 par le ministre Kreigel-Vasena sur la base du blocage des salaires. Un an plus tard, l'armée tirait les conséquences de l'échec d'Oneglia et, après un bref intermède, elle acceptait de suivre Lanusse dans la recherche d'une forme de domination politique de la bourgeoisie possédant plus de souplesse que la dictature militaire

et permettant d'associer l'ensemble des couches possédantes à la défense de l'ordre bourgeois.

Au cours des années 1971 et 1972, une succession de luttes engagées par le prolétariat à Rosario, à Tucuman, de nouveau à Cordoba, à Mendoza, ainsi que dans les usines du grand Buenos Aires, et dont certaines débouchaient sur des violents affrontements avec la police et l'armée, venaient rendre cette recherche chaque jour plus urgente. L'inflation galopante, le chômage, la crise permanente de l'économie poussaient dans le même sens, comme le faisait le cours de la lutte des classes en Bolivie et au Chili.

C'est ainsi qu'en 1971, les principaux partis bourgeois signaient avec Lanusse un « grand accord d'union nationale » qui définissait une politique commune face au prolétariat et organisait les étapes du processus politique devant mener aux élections. Selon cet accord, les élections seraient — et ont effectivement été — organisées dans le cadre d'un contrôle étroit par l'armée. Elles se sont déroulées dans le cadre de l'état de siège et ont été préparées par le massacre de Trowlew et de nombreux assassinats et enlèvements de militants ouvriers et étudiants, dont beaucoup se réclamant du péronisme.

Elles ont comporté l'exclusion des partis « proscrits », c'est-à-dire illégaux, en raison de la référence, dans leurs pro-

grammes, à la révolution socialiste et au communisme. Le PC argentin, « Política Obrera », le Parti communiste révolutionnaire (PCR), scission maoïste du PC, ignorent sur la liste des organisations « proscrites ». Le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), organisation « sympathisante » du Secrétariat Unifié, proche du SWP des Etats-Unis, n'a échappé à la proscription qu'au prix de son entrée dans une petite formation social-démocrate.

Mais ce n'est pas là l'unique — ni la principale — des raisons qui ont fait que le prolétariat argentin n'a pas eu d'expression politique indépendante dans le cadre de ces élections.

La première raison tient évidemment à l'existence du péronisme comme courant politique majoritaire au sein de la classe ouvrière, exerçant sur celle-ci une domination quasi absolue à partir d'une emprise idéologique d'autant plus forte qu'elle s'appuie sur le contrôle de l'appareil syndical puissant de la CGT.

L'idéologie du péronisme est celle du nationalisme bourgeois. En son temps, le gouvernement de Peron (1945-1955) fut un régime nationaliste bourgeois de type bonapartiste. Certains aspects de sa politique avaient un relief national-socialiste, mais sa force a résidé sur sa capacité à canaliser les aspirations politiques du prolétariat, derrière un programme bourgeois de pression limitée sur l'impérialisme étranger et à établir un contrôle étroit sur la classe ouvrière moyennant le renforcement de la CGT argentine. Son lit fut creusé par les directions traitées de la classe ouvrière et notamment par la politique de subordination complète du prolétariat argentin aux forces politiques pro-impérialistes menées par le PC en Argentine comme dans les autres pays d'Amérique latine au cours des années 1940-1945.

Le fait qu'en 1955 Peron fut chassé du pouvoir par la caste militaire et le parti péroniste (justicialiste) écarté du jeu politique, a contribué à empêcher le prolétariat de se détacher politiquement du péronisme.

Mais la politique de capitulation face à Peron, suivie non seulement par le PC mais aussi les organisations se réclamant du trotskysme, a également servi à assurer la consolidation du péronisme au sein du prolétariat. Ce n'est qu'avec la formation, en 1966, de « Política Obrera », que la lutte pour dégager le

prolétariat de l'emprise du péronisme est entreprise, non sans difficultés.

Le vote massif du prolétariat argentin pour le Front Justicialiste de Libération est l'expression de ses illusions profondes à l'égard du péronisme, qu'il croit capable, sur la base de souvenirs bien vagues et déformés, de lui assurer la satisfaction de ses revendications de libération sociale et d'indépendance nationale.

Mais ce vote massif est également le résultat du refus du PC argentin d'assurer au prolétariat une expression indépendante de classe et de l'impossibilité de l'avant-garde organisée autour de « Política Obrera » s'est trouvée de le faire, du fait de ses forces limitées, autrement que par l'appel au vote blanc.

Une politique de classe aurait exigé du PC qu'il constitue une alliance des partis et organisations se réclamant de la classe ouvrière et du socialisme et, sur la base d'un programme de défense de la classe ouvrière, qu'il engage une vigoureuse et large campagne pour le droit de cette alliance de participer aux élections sur un programme de classe. Le PC argentin a tourné le dos à toute tentative de ce type et a apporté son soutien à une combinaison électorale pourrie, dirigée par un politicien bourgeois longtemps membre du parti radical sur un programme indifférenciable du programme péroniste.

Aujourd'hui s'ouvre une étape politique nouvelle. Son point de départ se situe toujours dans le cadre du « grand accord d'union nationale » signé entre l'armée et les partis bourgeois, mais comporte l'obligation pour le péronisme de monter en première ligne. Elle va nécessairement constituer un appel d'air pour l'action des masses.

Le prolétariat est fort d'une immense force objective. Il est impatient face à l'accumulation de ses revendications et attend que le péronisme le satisfasse. Courant bourgeois, le péronisme s'est allié en plus aux secteurs les plus pro-impérialistes de la bourgeoisie argentine et ne possède ni la possibilité ni l'intention de satisfaire une revendication quelconque des masses. Les appareils syndicaux vont se présenter plus que jamais comme des instruments de contrôle du prolétariat et les courroies de transmission d'une politique bourgeois.

Mais le prolétariat sera impuissant tant que le mouvement qu'il va nécessairement entreprendre contre le péronisme ne se matérialisera pas en termes de conscience, c'est-à-dire d'organisation. Aujourd'hui, la lutte pour la construction du parti révolutionnaire en Argentine implique la lutte pour assurer sur le terrain politique, comme sur le terrain syndical, l'expression politique indépendante de la classe du prolétariat. Cette lutte repose sur « Política Obrera » et sur la capacité politique du Comité d'Organisation à étayer son combat par le développement de la lutte pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

## Après le deuxième tour des élections en France

### SOULAGEMENT SANS ILLUSION dans les capitales impérialistes

Dès le lendemain du second tour des élections législatives, les quotidiens de la bourgeoisie, dans le monde entier, titrèrent sur la France en des termes exprimant un soulagement évident. Le sentiment général a certainement été parfaitement exprimé par ce commentateur de la télévision espagnole qui, dès le dimanche 11 mars à 22 heures, annonçait : « Heureusement pour la France et pour l'Europe, la majorité a triomphé en France. » Et d'ajouter : « Le réflexe patriotique des Français a fermé la voie au communisme. »

Les héritiers du gaullisme, cinq ans après la grève générale de mai-juin 1968, quatre ans après la chute de De Gaulle, conservent ainsi la majorité au Parlement. Toutes les classes dominantes d'Europe et du monde poussent un soupir de satisfaction, au moins pour ce qui concerne l'avenir immédiat.

Comme l'explique le quotidien du grand capital britannique, le Times du 14 mars, rien n'est en effet réglé : « Du côté du gouvernement comme de celui des syndicats, il y a la conscience que le système politique qui favorise de façon disproportionnée le camp gagnant doit répondre aux réalités sociales si l'on veut écarter une répétition des troubles de 1968. »

Même sentiment dans la presse américaine, consciente de l'extrême fragilité de l'édifice politique que ne maîtrise plus la classe dominante en France. L'hebdomadaire américain Time dans son numéro daté du 12 mars, c'est-à-dire entre les deux tours, écrit :

« Ainsi, si ni la gauche unie ni l'alliance gaulliste n'obtiennent pas une victoire nette au second tour, Georges Pompidou pourrait bien se tourner vers les centristes. En définitive, ce pourrait être cette force du centre qui fournirait soutien — et salut — au régime gaulliste. »

Le « salut du régime gaulliste », telle est la préoccupation majeure des porte-parole de l'ordre impérialiste. Il s'agit d'éviter à tout prix ce que Newsweek, autre hebdomadaire américain à grand tirage, pressent, le 5 mars, le « chaos » en France, c'est-à-dire la crise révolutionnaire.

« La théorie démocratique et la réalité politique sont en France deux choses différentes. Et le facteur clé de la politique française, c'est que la carte électorale est lourdement déformée en faveur des gaullistes. Il ne faut que 25 000 ou 35 000 votes pour être un député dans les départements ruraux traditionnels et conservateurs, mais à Paris et dans d'autres secteurs urbains, un député peut avoir besoin de 130 000 voix pour être élu. Etant donné cette configuration, la gauche aurait besoin de largement dépasser les 50 % pour avoir le contrôle du Parlement. »

Ainsi les gaullistes se retrouveront sans doute à l'Assemblée avec une étroite majorité. Mais cette victoire pourrait être une victoire à la Pyrrhus. Bien que Charles de Gaulle ait régné un temps avec une majorité extrêmement étroite, il fut capable de dominer l'Assemblée Nationale la plupart du temps, et pour le reste de gouverner par décret. Mais Geor-

ges Pompidou n'est pas Charles de Gaulle. Et si les gaullistes se glissent au pouvoir avec une mince marge, certains commentateurs pensent que le Front populaire frustré rendra intenable la vie de Pompidou au point que la France peut se rapprocher du chaos. »

La presse allemande qui avait diagnostiqué, au lendemain du premier tour, la « fin du gaullisme », a continué à exprimer son inquiétude dans les jours qui ont suivi. Au lendemain du deuxième tour, Brandt, le chancelier allemand social-démocrate, télégraphie à Messner que son gouvernement « sait apprécier le fait que la France continuera d'avoir un gouvernement stable ». Un quotidien de Bonn écrit en même temps : « M. Willy Brandt, en tant que président du SPD (le parti social-démocrate allemand), doit être aujourd'hui aussi soulagé que le chancelier Brandt. »

Peu importe pour les loyaux gérants sociaux-démocrates du capitalisme allemand que les travailleurs socialistes, en France, soient frustrés par un mode de scrutin qui tourne le dos aux règles démocratiques élémentaires. Die Welt, le grand quotidien de l'impérialisme allemand, explique bien le sentiment commun de tous les défenseurs de la propriété privée :

« La question décisive est de savoir si la majorité des Français veulent que le changement soit réalisé dans le cadre de l'ordre établi et de ses soutiens, les partis bourgeois et leurs alliés, par une sorte de bureaucratie éclairée, dans le calme de la tradition autoritaire. La campagne électorale a été déterminée par les suites de mai 1968 qui, malgré le triomphe électoral de l'ordre bourgeois, avait été le début d'une nouvelle révolution française. Elle l'a été du fait que la hiérarchie des valeurs et que l'autorité avaient été à ce point secouées que, dans les années qui ont

suivi, ni l'une ni l'autre n'ont pu être consolidées. »

« Il est vrai que le but avoué du gaullisme était d'en finir avec la lutte des classes par une « association du capital et du travail » (de Gaulle). Il n'y est pas parvenu (...). On a assisté à une recrudescence des luttes sociales (...). Le peuple est énervé et mécontent de la vie qu'il mène. Cette situation ouvre sur un avenir incertain en ce qui concerne le futur gouvernement et l'ordre social en France... »

Le Monde du 14 mars remarque : « L'agence Tass s'est empressée de reproduire les assurances données à Paris selon lesquelles « aucune modification sensible n'interviendrait dans la politique extérieure de la France ». »

Pour la bureaucratie du Kremlin, également, l'alerte a été chaude. La chute du gouvernement Pompidou qui pouvaient annoncer de « mauvaises législatives » ouvrait — et ouvrira — une crise révolutionnaire en France. Ainsi que le titre Le Figaro du 14 mars, dans la rubrique « Commentaires et réactions de l'étranger » : « Brefneuv avait choisi Pompidou. » On s'explique alors pourquoi « toute réticence (dans la presse soviétique) pour parler des mérites de l'union réalisée entre socialistes et communistes a disparu » après le 11 mars, comme le rapporte Le Monde.

Bref, ni les bourgeoisies impérialistes, ni la bureaucratie du Kremlin, bien que soulagées, n'ont grande confiance dans l'avenir. C'est qu'en dépit du résultat immédiat des législatives de mars 1973, les forces continuent à être à l'œuvre qui, en France, ouvrent la voie à la révolution prolétarienne. Et c'est parce que la « vieille taupe » continue à creuser la tombe du vieux monde que tous les défenseurs de l'ordre établi félicitent Pompidou sans pour autant aucune illusion sur l'avenir du régime politique qui se survit actuellement en France.



# L'ENJEU : LE LABOUR PARTY

Sur mandat de la Conférence extraordinaire des Trade-Unions (1) les dirigeants confédéraux « étudient des plans de soutien » aux corporations engagées dans des grèves contre la politique gouvernementale des revenus, comme les travailleurs du gaz et de la Santé publique. D'ores et déjà la décision a été prise d'inviter les Trade-Councils (les Unions locales) à organiser des manifestations de soutien.

« Il s'agit de laisser fuser la vapeur », explique L'Observer. Certes, comme l'explique encore ce journal, il n'y aurait de solidarité efficace que si la direction nationale du puissant mouvement syndical britannique prenait la responsabilité de coordonner et de généraliser les mouvements, ce qui serait précipiter l'affrontement... Il demeure que L'Observer cherche à se rassurer : c'est un fait que ces mesures limitées qui sont une réponse des dirigeants aux exigences de la masse des syndiqués sont aussi un élément qui fortifie la détermination de cette masse. Et, aujourd'hui, c'est la question d'une nouvelle grève des mineurs qui est posée...

Mais, nous l'avions souligné la semaine dernière, les conditions du développement des luttes sont directement politiques : parce qu'elles se concentrent contre le gouvernement, elles exigent une perspective gouvernementale que la classe ouvrière anglaise ne peut formuler qu'à partir du Labour Party.

Or, ces temps-ci, le Labour Party est l'objet d'une touchante sollicitude de la part des porte-parole officiels de la bourgeoisie. On approche d'élections municipales qui auront une importante valeur indicatrice. Et le Times du 3 mars de déplorer que le Labour Party gâche ses chances électorales par son manque d'homogénéité et son « ouvriérisme ». Il constate que le « concordat passé avec le TUC (direction confédérale des syndicats) apparaît comme un diktat qui a fait que le Labour Party apparaît comme le simple porte-parole des syndicats, plus qu'il ne l'a été depuis un demi-siècle ».

vu le recul des conservateurs s'accompagner d'un échec du Labour Party. A Lincoln, c'est même un transfuge du Labour Party, ancien membre de sa fraction « pro-européenne », soutenu par le parti libéral, qui l'a emporté. Dans d'autres localités, le parti libéral a augmenté ses voix. D'où la conclusion : parce que le Labour Party apparaît exclusivement comme le porte-parole politique des syndicats, il éloigne de lui les petits bourgeois.

La réalité est autre : en Angleterre aujourd'hui, la petite bourgeoisie oscille. Des germes de fascisme sont identifiables dans les campagnes racistes, dans le soutien à l'ultra-conservateur Enoch Powell et même dans la manière dont certains « libéraux » attaquent les syndicats, dénoncés comme des « organisations totalitaires ». Cette offensive s'accompagne de la part de ces politiciens bourgeois d'un plaidoyer en faveur de la participation, dans des termes qui rappellent ceux de la CPDT et de certains gaullistes.

Mais ce qui arrête la masse travaillieuse de la petite bourgeoisie (couches qui, en Angleterre, n'a pas la même importance numérique qu'en France, d'ailleurs) de faire résolument mouvement vers le Labour Party, ce sont les hésitations et les contradictions visibles de sa politique. Ce manque de confiance se traduit aussi chez les électeurs ouvriers, qui, bien qu'ils ne renoncent pas à considérer le Labour Party comme leur parti, s'abstiennent au cours des élections partielles, car ils ne voient pas le rapport entre l'action déterminée qu'ils mènent comme syndiqués contre le gouvernement et l'imprécision des perspectives du Labour.

Mais ces résultats électoraux eux-mêmes ne prennent leur signification que par rapport au développement de la situation dans son ensemble qui détermine la dynamique de la crise du Labour Party lui-même. Si le leader de l'aile droite, Roy Jenkins, a profité de l'occasion pour se déchaîner contre l'emprise des syndicats, la direction « officielle », les Wilson et les Barbara Castle ont été contraints à une extrême prudence, dénonçant Jenkins comme un diviseur et laissant ceux qui se veulent les porte-parole des syndicats passer à l'offensive en affirmant que les déboires électoraux du Labour Party sont la conséquence de l'absence d'une véritable « alternative socialiste », correspondant aux aspirations des travailleurs qui se mobilisent contre Heath.

Est-ce à dire que l'on va connaître une « radicalisation » linéaire du Labour Party ? Nullement. Déjà les dirigeants comme Wilson préparent un piège en commençant à expliquer que le problème central c'est celui du « contrôle ouvrier ». Mais ils déforment ce mot d'ordre pour en faire un pont vers la « participation » telle que la prônent les libéraux.

Le fond de l'affaire c'est que le Labour Party, au point atteint par la crise politique en Angleterre, est, en tant que tel, un enjeu de la lutte des classes. Il est par là même un champ de bataille décisif pour la construction du parti révolutionnaire en Grande-Bretagne.

C'est cet aspect que nous abordons dans un prochain article.

(1) Voir Informations Ouvrières n° 602.

## Tchécoslovaquie

Hübl, Sabata, Kyncl en danger

Le silence retombe aujourd'hui sur ce qui se passe en Tchécoslovaquie. Il y a un an, alors que toute une série de dirigeants du « printemps de Prague » étaient arrêtés, que Husak s'appropriait à organiser les procès truqués et secrets qui les ont condamnés à de lourdes peines de prison, les grandes organisations de la classe ouvrière se prononçaient, chacune à leur manière, pour la libération des militants socialistes et communistes tchécoslovaques.

Aujourd'hui, les procès ont eu lieu, les militants à qui l'on ne peut reprocher que leur fidélité à la cause du socialisme sont condamnés, les persécutions redoublent à Prague, à Brno, à Bratislava. Mais le silence est maintenant, semble-t-il, devenu la règle en ce qui concerne la Tchécoslovaquie.

C'est pourtant aujourd'hui qu'il importe le plus de ne pas laisser persister ce silence. Seule se fait entendre, huit mois après les procès de Prague, la voix de l'Opposition socialiste tchécoslovaque. Le journal Listy, l'organe de l'Opposition, paraissant à l'étranger, vient de publier des informations très graves en ce qui concerne le sort réservé aujourd'hui à des militants et des dirigeants tchécoslovaques très connus.

Listy écrit ainsi :

« L'état de santé du journaliste Karel Kyncl, détenu à la prison de Bory, est très inquiétant. Il a maigri considérablement et malgré une grave maladie, est obligé de continuer à accomplir un travail manuel éprouvant. Déjà malade lors de son arrestation, il était sur le point de se soumettre, en janvier 1972, à une opération du foie. Celle-ci a été empêchée du fait de son arrestation.

« De même, l'état de santé de Jaroslav Sabata est très inquiétant. Avant son arrestation, ce dernier souffrait d'une inflammation chronique de l'estomac et d'un ulcère au pancréas. En prison, il a subi une crise cardiaque. La nourriture qu'on lui donne et les conditions de travail qui lui sont imposées menacent sa vie. Son régime n'a pas été modifié malgré le fait que sa femme ait réussi, avec beaucoup de mal, à lui faire parvenir en prison un certificat médical.

« D'autre part, on apprend que Milan Hübl est également tombé gravement malade en prison. »

M. Hübl, J. Sabata, K. Kyncl sont parmi les militants accusés lors des procès de juillet-août 1972, ceux qui ont été condamnés aux plus lourdes peines, les deux premiers à six ans et demi, le dernier à 28 mois de prison.

Tous les militants ouvriers, tous les démocrates attachés aux libertés démocratiques ne peuvent que poser la question : que cherche Husak ? Où veulent en venir les dirigeants tchécoslovaques à l'égard de militants communistes de longue date dont la vie est en danger ?

Il est urgent d'agir, d'autant plus que Listy révèle que les conditions de détention des prisonniers politiques sont, en Tchécoslovaquie, pires qu'en Espagne ou que dans la Grèce des colonels.

L'organe de l'Opposition écrit : « Pour le régime actuel, il est significatif que les prisonniers politiques soient traités beaucoup plus mal que les droits communs. Ils n'ont aucun droit de participation à l'organisation de la vie en prison. Ils sont astreints aux travaux manuels les plus durs et naturellement les moins payés. Les normes exigées d'eux sont le plus souvent impossibles à remplir. Dans ce cas, les punitions tombent, nombreuses : interdiction des contacts avec l'extérieur (restriction des visites, des lettres), diminution de la quantité réglementaire de nourriture, participation aux corvées exceptionnelles, travail les samedis et dimanches, interdiction de regarder la télévision.

« Souvent, lorsque la norme n'est pas remplie, le détenu doit subir une « correction ». Or, le travail des prisonniers politiques est apprécié et jugé en général par les chefs de groupes parmi lesquels on trouve de nombreux éléments sociaux qui haïssent les intellectuels et cherchent, à toute occasion, à les humilier. Ces chefs de groupe sont toujours encouragés par les gardiens.

« Le comble du cynisme réside dans le fait que les détenus sont contraints de payer très cher leurs frais de séjour en prison. Les étudiants condamnés avec le groupe de Petr Uhl, qui viennent d'être libérés, doivent ainsi de très fortes sommes (13 000 à 15 000 couronnes) à l'Etat, ce qui représente un fardeau financier très lourd pour une longue période (...).

« La station de Radio-Prague a rappelé récemment que la prison de Bory, à Pilsen, où l'on trouve de nombreux condamnés politiques, fêtera bientôt son centenaire. A cette occasion, le lieutenant Frantisek Jezek s'est félicité que chaque détenu était « honoré pour son travail comme tout citoyen » et avait donc la possibilité de « payer, par son travail, tant les frais d'exécution de la purge que ceux de la détention, et recouvrer ainsi la liberté sans avoir de dettes ». Ceci n'est vrai que pour ceux qui remplissent les normes et restent longtemps en prison. Les autres payent encore de longues années après leur retour à la vie civile.

« Les soins médicaux sont également absolument insuffisants dans les prisons. On sait dans quelles conditions difficilement supportables est placé Vladimir Skutina, malade, condamné à 4 ans et 2 mois de détention. »

Telle est la vérité sur les prisons de Husak ! A ceux qui doutent des faits et informations rapportées par Listy, nul autre moyen, pour empêcher que le pire n'arrive à nos camarades tchécoslovaques, que d'imposer la constitution de la Commission ouvrière internationale d'enquête.

## Sud - Vietnam

terreur dans les bagnes de Thieu

Un mois et demi après la signature des accords de Paris, le régime de Thieu continue à gouverner en maître au Sud-Vietnam. Pour imposer la loi de Thieu, Nixon menace le Nord de nouveaux bombardements. Le contenu de la « concorde nationale » que veut imposer l'impérialisme américain au peuple vietnamien, sous la direction de Thieu est donné par la terrible répression qui frappe toujours des centaines de milliers de prisonniers politiques dans les bagnes de la mort au Sud-Vietnam. Thieu interdit même aux quelques prisonniers libérés de révéler les conditions épouvantables de détention qu'ils ont subies et que subissent encore près de 300 000 prisonniers politiques.

L'hebdomadaire américain Time du 19 mars publie le rapport suivant de son correspondant à Saigon, qui a rencontré quelques-uns des prisonniers civils libérés récemment en petit nombre par Thieu.

« Après avoir été immobilisés pendant des années dans les cages à tiges, leurs membres sont paralysés. Ils se déplacent comme des crabes, assis par terre et prenant appui sur leurs mains. »

A Con-Son (l'ancien bague de Poulo-Condor), on compte actuellement 8 945 prisonniers dont 6 467 sont considérés comme des « communistes ». « Battus constamment, nourris de riz mêlé de sable et de pierres, ils sont presque tous atteints de dysenterie, de tuberculose et d'ulcères chroniques. Ils disposent de trois gorgées d'eau par jour et sont forcés de boire de l'urine. A travers les barreaux des cages, on leur jette des

ordures et on les tourmente avec de longues perches de bambou. Les choses vont de mal en pis depuis le cessez-le-feu... »

Les fonctionnaires de Thieu doutent de l'existence de ces témoins : « Comment peuvent-ils être encore en vie ? Personne ne sort jamais vivant des cages à tiges de Con-Son ? »

Tous les témoignages sont formels. Il reste encore 300 000 prisonniers politiques dans les bagnes de la mort au Sud-Vietnam. Les accords de Paris n'ont en rien permis d'en finir avec la terrible répression qui continue de saigner le peuple vietnamien sous le régime de Thieu. La classe ouvrière internationale, tous les démocrates doivent se lever pour exiger la libération des prisonniers politiques et des 300 000 prisonniers sud-vietnamiens et le châtiment des bourreaux.



La même idée est développée plus longuement par l'Observer, hebdomadaire à réputation libérale, qui encourage les leaders du Labour Party à rester fidèles à une politique de « conciliation sociale ». Il ajoute que cette politique signifie que le Labour Party ne doit pas se limiter à représenter un seul « secteur » de la population (la classe ouvrière), mais que, pourtant, dans un tel parti « large », il est bon qu'il y ait une aile « socialiste de gauche et même marxiste », car la force qu'elle représente pourrait être beaucoup plus dangereuse si elle opérait pour l'essentiel hors du Parlement. Mais il serait encore plus négatif que cette « aile gauche », s'appuyant sur les syndicats, prenne le contrôle de l'ensemble du Labour Party.

Ainsi, les aimables attentions de la presse bourgeoise révèlent leur contenu profond : c'est le caractère de classe du Labour Party qui est visé, car désormais, en Grande-Bretagne, les contradictions de classe ont atteint un degré tel que le système « bi-partite », autrefois gage de stabilité, devient extrêmement dangereux dans la mesure où l'un des deux grands partis est un parti ouvrier — en dépit de la politique de sa direction.

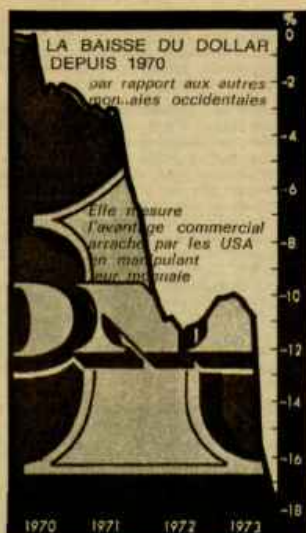
Dans quelles conditions précises se développe cette offensive ? Nous l'avons dit à la veille des élections municipales. Et les donneurs de bons conseils jouent sur le réflexe électoraliste des dirigeants réformistes. En effet plusieurs élections partielles ont



# dollar : bref sursis...

Bref sursis. Tel est le sentiment de la plupart des dirigeants impérialistes après la nouvelle conférence monétaire réunie le 17 mars à Paris. On y a pris acte des décisions européennes de la semaine précédente : le mark est réévalué de 3 % ; les monnaies des principaux pays européens (sauf l'Angleterre et l'Italie) conservent un

rapport fixe entre elles, mais elles n'ont plus de parité fixe par rapport au dollar : les banques centrales européennes cessent en effet de soutenir le dollar par des achats sur les marchés des changes à la parité officielle ; les marchés des changes, fermés pendant quinze jours, sont ouverts à ces nouvelles conditions.



Pour le reste, derrière le paravent des déclarations et des communiqués officiels, le règlement des problèmes n'a pas progressé, tant s'en faut. Les Etats-Unis n'ont fait que des concessions purement formelles. En fait, la conférence de Paris leur laisse les mains libres.

« Le texte, écrit l'un des spécialistes financiers du journal Les Echos, derrière ses formules alambiquées, laisse transparaître une vérité : il donne le feu vert à une troisième dévaluation du dollar. Mais, pour éviter aux Américains la honte d'une déclaration officielle, le changement de parité se fera clandestinement au hasard d'un flottement « impur » des monnaies fortes de l'Europe et du Japon ».

Quelles vont être les conséquences ? Les financiers des Echos sont lucides : « Les Etats-Unis obtiennent des avantages supplémentaires sans avoir pratiquement fourni la moindre concession : leurs produits seront plus compétitifs en raison de l'avantage de change. La référence du dollar à l'or deviendra de plus en plus illusoire. L'Amérique continue de détenir toutes les clés, puisqu'elle pourra contrôler l'évolution du dollar selon l'usage qu'elle fera ou ne fera pas des crédits mis à sa disposition par ses partenaires.

On n'imagine pas plus grande mansuétude de la part des Européens : le débiteur est prié de s'endetter davantage auprès de ses créanciers, dans l'espoir qu'il en fera bon usage pour l'amélioration de son image de marque, sans qu'il lui soit demandé la moindre contrepartie... L'intransigence américaine et les divisions de l'Europe n'ont permis de s'accorder que sur des palliatifs à court terme. Mais le développement rapide des contrôles aux frontières montre que la confiance dans le succès de ces mesures est très limitée. L'attachement affiché par le communiqué du sommet monétaire de Paris pour la liberté des investissements et du commerce international risque d'être mis rapidement en contradiction avec les réalités ».

Tel est bien en effet l'enjeu de la crise monétaire.

On trouvera ci-dessous les déclarations de quelques représentants de l'impérialisme américain. Ils ne font pas mystère de leur volonté d'engager la guerre commerciale sur tous les marchés occidentaux. Et de la gagner. Mais jusqu'où peuvent-ils aller dès lors que, dans toute l'Europe capitaliste, un salarié sur trois de l'industrie travaille pour les marchés extérieurs ?

Sous peine de provoquer une grave crise aux Etats-Unis mêmes, Nixon doit tenter de réinvestir sur les marchés européens et japonais la plus-value accumulée par les trusts US. Mais agir en ce sens, c'est créer toutes les conditions d'une crise sociale majeure en Europe avec les immenses conséquences révolutionnaires qui pourraient s'ensuivre. Est-il pensable, par exemple, de réduire brutalement les débouchés extérieurs de la Régie Renault, qui exporte actuellement 60 % de sa production, sans que les 100 000 travailleurs de la Régie ne réagissent ?

Les bourgeoisies européennes ont-elles les moyens d'une contre-offensive ? C'est douteux. Il leur faudrait ériger à leurs frontières de nouvelles barrières douanières, et immobiliser les capitaux. Il ne manquerait plus de s'ensuivre une brusque contraction du commerce mondial avec, en dernière analyse, les mêmes conséquences désastreuses sur les prolétaires d'Europe. Pompidou, Heath et Brandt n'ont pas voulu s'y résoudre. Voilà pourquoi ils ont cédé devant les Américains lors du sommet de Paris.

Bref sursis pour les bourgeoisies. Graves menaces pour les travailleurs, voilà la teneur des nouveaux accords de Paris.

## nixon aux dirigeants européens :

## « chassez vos paysans de leurs fermes, mettez les travailleurs au chômage »

William EBERLE (principal conseiller de Nixon pour les négociations commerciales) :

« Je ne dénie en aucune façon à l'Europe le droit d'avoir une politique agricole. Il est légitime que tout pays se propose d'élever le niveau de vie de ses paysans et d'amortir les inconvénients sociaux des transferts de main-d'œuvre. Je dis seulement que les mécanismes prévus par la CEE ne répondent pas à l'objectif : maintenir des prix élevés incite les paysans européens à rester à la ferme, alors qu'il y en a déjà trop. La France, par exemple, a deux millions de travailleurs étrangers dans l'industrie. Au lieu d'aider à résoudre cette situation de sur-emploi, la politique des prix agricoles élevés ralentit l'adaptation et crée des surplus que vous devez subventionner pour les exporter... »

John CONNALLY (ex-secrétaire d'Etat au Trésor) :

« Nous ne devons pas avoir d'illusions. Si la nouvelle dévaluation (de février) ne conduit pas au règlement des problèmes commerciaux, elle sera à son tour décevante. Car l'essentiel, ce sont les déficits commerciaux que nous ne pouvons pas supporter plus longtemps... »

A la question : Pensez-vous qu'il pourrait y avoir une nouvelle dévaluation du dollar ? Connally répond :

« Non. Il ne devrait pas y en avoir si nous obtenons une réponse à notre demande d'égalité dans les arrangements commerciaux, et si le Président a les moyens de régler ces problèmes, produit par produit et pays par pays. »

Milton FRIEDMANN (principal conseiller de Nixon pour les affaires monétaires) :

« Que doivent faire les Etats-Unis ? Suivre à l'intérieur une politique monétaire stable, et ne rien faire, en quoi que ce soit pour régler la crise internationale. Certes, nous regrettons les difficultés dont souffrent les autres pays, mais cette crise ne nous pose aucun problème, dans la mesure où nous ne sommes nullement tenus de garantir le prix de l'or ni celui des autres monnaies. Nous disons au monde : un dollar est un dollar. Vous êtes libres d'acheter ou de vendre des dollars à n'importe quel prix, vous êtes libres de les utiliser pour acheter des marchandises ou pour investir aux USA. Nous n'y voyons aucun inconvénient. Nous ne tenterons même pas de fixer le prix du dollar en termes d'autres monnaies. »

## Note de lecture

## Victor Serge : vie et mort de Léon Trotsky (en vente à la SELIO)

Les militants peuvent désormais lire le dernier livre de Victor Serge, *Vie et mort de Léon Trotsky* (1), dont la première édition française était devenue introuvable.

Ce livre est original. Victor Serge l'avait conçu d'abord comme les mémoires de la compagne de Trotsky, Natalia Sedova. Mais l'auteur, bien que reproduisant de longs passages des conversations qu'il eut avec la veuve de Trotsky, a rédigé un livre qui lui appartient en propre. Natalia Sedova, qui l'a annoté et revu soigneusement, n'a cependant pas voulu signer, ni co-signer un livre qui est, dans sa conception d'ensemble, l'œuvre de Victor Serge.

Cette biographie politique, qui complète fort bien *Ma Vie* de L. Trotsky lui-même, est définie ainsi par l'auteur : « Je me suis borné à indiquer que les principaux éléments de l'activité de L.D. Trotsky et les grandes lignes de sa pensée. Je n'ai pas voulu commenter ses idées et sa vie, ni porter des jugements sur les faits historiques. Je dis simplement : « Voici l'homme. Il était ainsi. Il pensait, il disait, il écrivait ceci. Ceci lui advenait. » Ce faisant, je n'ai eu souci que de l'exactitude du récit. »

V. Serge, qui n'était pas trotskyste, bien qu'ayant milité avec Trotsky et les bolcheviks, d'abord au sein du parti bolchevik, de la III<sup>e</sup> Internationale, puis aux côtés des combat-

tants de la IV<sup>e</sup> Internationale, a produit un livre honnête et complet. Il a particulièrement insisté, en donnant des informations inédites et surtout de nombreuses citations du *Bulletin de l'Opposition* (organe de russe d'abord de l'Opposition de gauche, puis à partir de 1933 de la section russe de la IV<sup>e</sup> Internationale, publié par Trotsky de 1929 à 1940), sur le combat livré par Trotsky dans les dix dernières années de sa vie.

En ce sens, le livre de V. Serge vient à point réfuter — précisément parce que son auteur s'est voulu impartial et le dit honnêtement — la somme anti-trotskyste d'Isaac Deutscher dont les différents volumes ont tenté, sans y parvenir d'ailleurs, d'enterrer le constructeur de la IV<sup>e</sup> Internationale présenté comme un « prophète » inspiré de l'histoire...

Victor Serge, bien qu'ayant choisi à la fin de sa vie de se consacrer à une œuvre d'écrivain et ne combattant pas pour la IV<sup>e</sup> Internationale, se situe à l'intérieur du bolchevisme. Son livre est une défense de Trotsky, de son œuvre, de son combat, en un mot une contribution à l'étude du bolchevisme vivant qui ne sépare jamais la théorie et l'action, l'analyse de l'intervention révolutionnaire.

Prenez un exemple. Alors que Deutscher voit dans la défaite de l'Opposition de gauche une sorte de fatalité contre laquelle Trotsky livra

de vains combats, V. Serge écrit : « Une inexorable logique présida à la naissance du totalitarisme russe. Trop privilégiée dans la pauvreté générale — et puisqu'il n'y a plus de privilèges légitimes ! — la bureaucratie ne peut supporter aucune critique. Trop inculte et dénoncée par l'élite du vieux parti, elle ne peut se défendre qu'en imposant le silence. La revendication démocratique doit être étouffée au moment même où elle est prononcée. » (Vol. II, p. 23.)

Vain le combat de l'Opposition ? V. Serge ne commente pas. Mais il donne les faits, lui qui a connu, de l'intérieur des prisons de Staline dont il fut l'un des rares à pouvoir échapper : « La lutte politique continue. Les écrits de Trotsky ont une multiple résonance. Ils ne parviennent à l'Opposition de gauche que tout à fait exceptionnellement. Mais la majorité des fonctionnaires et techniciens envoyés en mission à l'étranger se hâte de lire le Bulletin et ils en rapportent les idées, les formules mêmes, dans la mémoire ; comme un certain nombre d'entre eux ont régulièrement en prison, les cadres du « trotskysme », dans les isolateurs, sont assez bien informés, discutent beaucoup, s'évertuent à envoyer des messages à Stamboul et parfois y réussissent » (p. 35).

Les derniers chapitres du livre sont les plus passionnants. Serge cite de

nombreux textes introuvables de Trotsky parmi les milliers d'interviews données dans les années 30 à la presse américaine par exemple, donne une très large place aux souvenirs de Natalia Sedova.

Et c'est sur une conclusion profondément optimiste, mais fondée sur une appréciation raisonnée des développements de la lutte de classes mondiale, que V. Serge écrit en 1946 : « Toute sa longue vie de labeur, de combat, de pensée, de résistance inflexible à l'inhumain, Léon Davidovitch l'avait consacrée à la cause des travailleurs (...). Ceux qui l'ont trahi et tué comme ils ont tué la révolution russe et martyrisé les peuples de l'URSS connaîtront le châtiment (...). »

Et Serge de rappeler les lignes écrites par lui en août 1940, en pleine réaction mondiale : « Pendant toute sa vie héroïque, Léon Davidovitch crut à l'avenir, à la libération des hommes (...). L'humanité future, libérée de toute oppression, éliminera de sa vie toute violence. »

Bref, un livre indispensable à tout militant révolutionnaire, une bonne introduction à l'étude du bolchevisme de notre époque.

**UAB**  
(1) *Victor Serge, Vie et mort de Léon Trotsky*, 1946, 150 pp., 15 F., en vente à la SELIO.